

Droitisation et populisme : Canada, Québec, États-Unis, de
Frédéric Boily, Québec, Presses de l'Université Laval, 2020,
203 p.

Christophe Cloutier-Roy

Volume 41, numéro 2, 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1088658ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1088658ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cloutier-Roy, C. (2022). Compte rendu de [*Droitisation et populisme : Canada, Québec, États-Unis*, de Frédéric Boily, Québec, Presses de l'Université Laval, 2020, 203 p.] *Politique et Sociétés*, 41(2), 226–229.
<https://doi.org/10.7202/1088658ar>

ciblée sur un secteur particulier en analysant respectivement le cas de l'endettement immobilier, gonflé par la croissance du crédit hypothécaire, et le soutien financier aux études comme un régime d'endettement organisé par l'État, dans un contexte de hausse des frais de scolarité. Enfin la dernière contribution de l'ouvrage, proposée par Patrick Ducharme, étaye l'argument de la dette en tant qu'outil de contrôle social, dès lors qu'elle repose sur et nourrit un appareil financier capable de surveiller nos transactions.

En conclusion, Sébastien Rioux présente plusieurs pistes de solutions à l'endettement croissant des ménages québécois, suivant trois axes. Le premier repose principalement sur un renforcement du rôle social de l'État et s'adresse plutôt à la problématique de l'appauvrissement des ménages. Il défend alors une hausse des financements publics à l'éducation, au travail, à l'accès au logement, aux retraites, ou encore la hausse du salaire minimum. Le second axe aborde l'enjeu de la hausse exponentielle des inégalités à partir de la fiscalité. Les propositions portent alors sur les sujets de l'évasion fiscale, l'impôt sur la fortune ou les avantages fiscaux liés à la philanthropie. Le dernier axe argumente en faveur de la nationalisation du secteur bancaire, afin de mieux gérer les biens excédentaires produits par la société.

Plutôt destiné à un public large, *Dans le rouge* s'inscrit dans une réflexion engagée et constitue ainsi une contribution tant publique que scientifique. L'objectif poursuivi par les auteur·rices est principalement de mettre en lumière le phénomène de l'endettement depuis un angle nouveau, apportant ainsi une alternative aux approches économiques individualistes, largement dominantes dans la sphère publique. On pourrait reprocher aux analyses proposées un certain manque de profondeur avec notamment des solutions peu innovantes (celles-ci étant principalement axées sur un retour de l'intervention de l'État et le refinancement du secteur public). Néanmoins la priorité des auteur·rices a plutôt été mise ici sur la portée élargie de l'ouvrage, dès lors que la clarté et la facilité de lecture de

chacun des chapitres sont au service de son accessibilité, elle-même renforcée par la présence d'analyses sur des secteurs précis qui aident le lecteur à prendre toute la mesure des arguments avancés. Ainsi, le propos du livre oscille continuellement entre généralisations et critiques systémiques d'un côté, analyses localisées de l'autre, offrant des points de repère clés pour la bonne compréhension des thèses défendues.

Finalement, alors que la pandémie de COVID-19 accentue davantage l'appauvrissement généralisé des ménages en partie provoqué par des crises économiques répétées, l'analyse proposée par *Dans le rouge* est d'une actualité criante. La mise au pas de certains secteurs de l'économie générant quantité d'emplois a en effet entraîné ou accentué la précarisation et l'endettement de certaines franges de la société, avec par exemple une communauté étudiante amputée d'une part significative de ses sources de revenus. Dans un monde post-2008, marqué par l'endettement massif et symptomatique d'un capitalisme en perte de vitesse, la déconstruction d'une approche individuelle au profit d'une approche collective face à ce défi systémique est à bien des égards la bienvenue.

Jonas Lefebvre
Département de science politique,
Université de Montréal
jonas.lefebvre@umontreal.ca

Droitisation et populisme: Canada, Québec, États-Unis, de Frédéric Boily, Québec, Presses de l'Université Laval, 2020, 203 p.

Professeur au campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, le politologue Frédéric Boily est un expert reconnu des droites canadiennes. Paru aux Presses de l'Université Laval, son ouvrage *Droitisation et populisme: Canada, Québec, États-Unis* est une contribution que sauront apprécier ceux et celles qui souhaitent mieux comprendre l'essor récent du populisme de droite dans notre coin du monde. Dans son introduction, le politologue décrit la

victoire de Donald Trump en 2016 comme un « moment significatif dans l'évolution de la droite occidentale » (p. 2). D'où cette question qui sous-tend l'ensemble de son livre: « Assiste-t-on [...] à une irrésistible "droitisation" [...] ou à une "populisation" de la vie politique occidentale dont Trump serait l'aboutissement? » (p. 3-4). L'ouvrage se décline en cinq chapitres thématiques. Le chapitre 1 sert à répondre à la question: « À quel point peut-on parler d'un retour de la droite et d'une droitisation? » (p. 12). Selon Boily, « au-delà de son caractère d'évidence la thèse de la droitisation n'a pas la clarté que l'on pourrait croire » (p. 17). Une des idées phares du chapitre est qu'on a observé au moins deux périodes de droitisation distinctes au cours des dernières décennies. La première droitisation va *grosso modo* du début des années 1980 jusqu'à la grande récession de 2008-2009. Principalement d'ordre économique, elle se caractérise par son rejet de l'État et du keynésianisme (p. 40). Principalement culturelle, la seconde droitisation débute en 2008 et se caractérise notamment par le retour du nationalisme ethnoculturel (p. 50). Dans le chapitre 2, Boily se demande à quel point on assiste sous Trump à une « populisation » de la vie politique aux États-Unis. Pour ce faire, il revisite les écrits de l'historien Richard Hofstadter [1916-1970] qui a étudié le populisme américain dans ses ouvrages *The Age of Reform* (1955) et *The Paranoid Style in American Politics* (1965). En montrant la présence continue du populisme dans l'expérience historique américaine, Hofstadter contribue à désingulariser le « phénomène Trump » (p. 56). Il n'en demeure pas moins qu'un débat persiste quant à savoir si Trump est réellement un populiste dans la tradition américaine. Boily pose les termes du débat en opposant la figure de Donald Trump à celle de Bernie Sanders, le sénateur du Vermont campé à gauche et candidat lors des primaires présidentielles démocrates de 2016 et de 2020. Le contraste entre les mouvements incarnés par ces deux hommes amène la nécessité de distinguer un populisme identitaire (Trump) d'un populisme protestataire (Sanders), le premier associé

à la droite et le second à la gauche (p. 59). Boily conclut son chapitre en affirmant que le populisme américain est une « [c]onstante de la démocratie américaine [à laquelle il se greffe] de manière ambiguë à droite et à gauche » (p. 85).

Délaissant les États-Unis pour le Canada, le chapitre 3 porte sur l'existence du populisme au nord du 45^e parallèle. Boily souligne d'entrée de jeu que le Canada est souvent perçu comme « un havre de paix démocratique, bien à l'abri de la "contagion populiste" qui se répand ailleurs ». Or, il s'agit d'une erreur d'appréciation qui résulterait notamment d'une conception du populisme qui associe cette tendance exclusivement au radicalisme et au racisme (p. 89). Rappelant que le populisme est d'abord un style politique avant d'être une idéologie (p. 91-92), l'auteur montre que l'ancien premier ministre progressiste-conservateur John Diefenbaker, le chef créditiste Réal Caouette et le Reform Party ont tour à tour incarné un certain populisme à Ottawa. Encore aujourd'hui, le style populiste est bien présent dans la capitale fédérale, et ce, autant au Parti conservateur qu'au Parti libéral et au sein du Nouveau Parti démocratique (p. 108-110). L'auteur évoque par ailleurs la « tentation identitaire du populisme » qui se manifeste au niveau provincial (en Alberta et au Québec notamment). Il conclut à cet égard que « le populisme reste diffus dans l'espace politique provincial canadien, aucune formation politique n'en faisant l'exclusivité de son offre politique ou son fonds de commerce » (p. 117). Lui aussi campé au Canada, le chapitre 4 décrit la nature et les défis de la droite fédérale canadienne après la défaite des conservateurs en 2015. Selon Boily, l'après-Stephen Harper est pour les conservateurs une ère de profondes remises en question (p. 122). L'élection fédérale de 2019 a exposé les principaux problèmes auxquels ce parti fait face: sa trop grande concentration géographique, ses fractures idéologiques et l'épineuse question de l'influence de la droite religieuse (p. 124-125). Les conservateurs fédéraux seraient aujourd'hui devant une triple tentation (p. 133 et suiv.): tentation du

conservatisme social et religieux, tentation du repli régional et tentation du populisme. Concernant cette dernière, Boily rappelle que les résultats enregistrés par le Parti populaire de Maxime Bernier lors du scrutin de 2019 (moins de 2 % des voix à l'échelle du pays et aucun député élu) laissent croire qu'il n'y a actuellement pas d'appétit apparent pour un parti qui ferait du populisme identitaire son fonds de commerce (p. 149).

Finalement, le chapitre 5 porte sur la pensée de femmes qu'on peut qualifier d'intellectuelles de droite, un sujet qui n'aurait pas fait jusqu'à maintenant l'objet d'analyses approfondies (p. 157-158). Se voulant un travail exploratoire en vue d'une recherche plus considérable (p. 156), le chapitre analyse les textes de cinq intellectuelles de droite canadiennes (deux anglophones et trois francophones) produits entre 2015 et 2018 et portant sur Trump ou sur la présence islamique en Occident. Sans montrer comment les écrits de ces femmes se distinguent de ceux de leurs homologues masculins, Boily observe qu'une convergence de vue qui transcende les barrières linguistiques et idéologiques semble unir les autrices analysées. Dans la conclusion de son ouvrage, il affirme qu'il est possible qu'on assiste à l'émergence d'une troisième droitisation qui irait de pair avec l'essor du populisme de droite (p. 193). Une postface a été ajoutée à l'ouvrage à propos de la nécessité de garder un œil ouvert au cours des prochaines années pour voir comment la COVID-19 influencera l'évolution des droites et du populisme.

Dans l'ensemble, *Droitisation et populisme* est un ouvrage éclairant, bien documenté et agréable à lire. D'une pertinence indiscutable, il saura alimenter au cours des années à venir les réflexions autour de l'essor contemporain des populismes de droite. Le premier chapitre fait œuvre utile en déconstruisant l'idée de la droitisation et en montrant l'existence de deux périodes de droitisation distinctes. On se permettra deux remarques cependant : d'abord, il est surprenant que, dans un ouvrage portant sur la droitisation et sur les droites, Boily ne profite pas de son premier chapitre pour

offrir une définition de la droite, surtout qu'il insiste à plusieurs reprises sur la pluralité des droites. Quel est le dénominateur commun à ces différents courants idéologiques et comment se distinguent-ils par rapport à la gauche ? Dans un contexte où plusieurs parlent de l'obsolescence de l'axe gauche-droite et alors que le populisme redéfinit ce qui relève de la droite, on souhaiterait avoir de celle-ci une définition non tautologique et qu'on puisse opérationnaliser. Ensuite, on se demande si l'auteur n'aurait pas eu intérêt à mieux cadrer son chapitre sur le plan géographique ; quand il évoque un processus de droitisation, parle-t-il seulement du Canada et des États-Unis ou inclut-il l'Europe et l'ensemble des pays démocratiques ? Ce n'est pas toujours clair et cette critique est valable pour plusieurs autres endroits dans le livre. Le chapitre 2 est également intéressant, mais on se demande si l'auteur n'a pas fait un pari un brin ambitieux en tentant d'inclure dans un seul chapitre l'histoire du populisme aux États-Unis, l'analyse des écrits de Hofstadter, les débats historiographiques sur le populisme américain et les phénomènes Trump et Sanders. Ce chapitre pourrait éventuellement donner lieu à une monographie en bonne et due forme. Les chapitres 3 et 4 portant sur l'histoire du populisme au Canada des années 1960 à nos jours et sur les défis du Parti conservateur de l'après-Harper sont les plus intéressants et permettent à l'auteur de montrer sa maîtrise de ces sujets. Seul le chapitre 5 nous laisse sceptique quant à sa pertinence. L'étude des intellectuelles de droite est un sujet potentiellement très pertinent, mais ce qui est présenté ne nous informe guère sur les liens entre la pensée des autrices et la tentation populiste de la droite canadienne. De même, l'analyse de contenu présentée ne permet pas de savoir en quoi ces intellectuelles se distinguent ou non de leurs homologues masculins (en somme, que nous apprend l'étude spécifique des intellectuelles de droite ?). Nous nous permettons en terminant une dernière critique concernant le travail d'édition du livre. Quelques relectures supplémentaires auraient permis de simplifier certaines phrases à la syntaxe

alambiquée et de corriger les formulations redondantes et les coquilles qu'on trouve ici et là. Cela étant dit, ces petites critiques ne doivent nullement remettre en doute la qualité générale de ce livre qui plaira autant aux chercheur-es, qu'aux étudiant-es et au grand public intéressé par les questions qui y sont traitées.

Christophe Cloutier-Roy
 Département de science politique,
 Université du Québec à Montréal
 christophe.cloutier.roy@gmail.com

Jean-Baptiste décapité. Nationalisme, religion et sécularisme au Québec, de Geneviève Zubrzycki, Montréal, Boréal, 2020, 292 p.

À l'heure des débats sur la laïcité au Québec, l'ouvrage de Geneviève Zubrzycki, *Jean-Baptiste décapité*, publié aux États-Unis en 2016 et tout juste traduit, arrive à point. À travers l'histoire de la Fête nationale du Québec examinée par une lentille symbolique, l'auteur cherche à démontrer que la Révolution tranquille n'a pas débarrassé la province de l'emprise de la religion catholique; au contraire, celle-ci est toujours présente mais sous d'autres configurations, et elle meuble toujours le nationalisme québécois. Dans le processus du « devenir séculier » (p. 29), la religion se transmute en patrimoine, en culture. Malgré le sujet, nous n'avons pas affaire ici à un pamphlet, mais bien à un travail socio-historique professionnel, qui certes affiche ses points de vue sur le nationalisme québécois, mais ne verse jamais dans la polémique simple.

L'introduction pose le cadre théorique et sert au lecteur un bref rappel des jalons de l'histoire du Québec. Comme l'ouvrage était initialement destiné à un public américain, un tel rappel est essentiel, mais le lecteur québécois peut sauter cette partie. Le cadre théorique est plutôt lourd, on y invoque de nombreux auteurs en sociologie de la culture de facture sémiotique, mais le corpus de l'ouvrage demeure très accessible et aucune connaissance préalable du champ n'est nécessaire à la lecture.

Le premier chapitre sur la construction de l'identité canadienne-française démarre chez les Patriotes de 1837. C'est là que l'auteur situe le moment où le rêve républicain s'éteint et où l'Église catholique s'empare du pouvoir tout autant formel que symbolique (p. 52). À l'Acte d'Union de 1840, les aspirations républicaines sont remplacées par la « survivance culturelle » (p. 58), où l'on passe d'une nation « civique » à une conception « ethno-religieuse » (p. 59). C'est à ce moment que saint Jean-Baptiste, l'annonciateur du Christ, devient le saint patron du peuple, celui qui annonce la nation en devenir. Les habitants célébraient la fête de la Saint-Jean bien avant 1840, mais par la suite la fête devient « politisée » (p. 75), instanciée notamment par la Société Saint-Jean-Baptiste.

Le second chapitre nous transporte à la Révolution tranquille de 1960 et la supposée rupture avec l'ultramontanisme catholique. Zubrzycki y déploie son cadre théorique et offre une analyse symbolique de la fête de la Saint-Jean durant cette décennie de bouleversements profonds de la société québécoise. Traditionnellement, le point culminant du défilé de la Saint-Jean est le « petit saint Jean-Baptiste », un enfant aux allures de chérubin choisi parmi la population et accompagné d'un agneau vivant. Des intellectuels nationalistes qui retrouvent la parole post-1960 vont qualifier l'agneau de « mouton », symbole de soumission, et l'enfant d'image « infantilissante » et « émasculée » du Québec (p. 97-108). De plus en plus, les fêtards manquent de respect envers l'événement; les défilés sont des occasions de revendications séculières et, en 1969, survient, selon l'auteur, un moment symbolique déterminant pour l'histoire du Québec: la statue de Jean-Baptiste est renversée et sa tête s'en détache. Cette « décapitation » prend un sens symbolique fort. Les opposants à l'Église saisissent l'occasion de l'accident pour désacraliser la fête une fois pour toutes.

Le troisième chapitre porte sur la réinvention de la fête dans les années 1970-1980. Sous l'impulsion du Parti québécois, ce qu'on appelle désormais la « Fête nationale »